

Le budget 2009 de l'Etat burundais en hausse de plus de 37%

PANA, 23/12/2008 Bujumbura, Burundi - L'Assemblée nationale du Burundi (chambre basse du Parlement) a voté, lundi soir, un budget général de l'Etat 2009 d'un montant global de près de 820 millions de dollars américains, contre 594 millions de dollars en 2008, soit un accroissement de 37,77%, a-t-on appris mardi de source parlementaire à Bujumbura. Le Sénat doit, à son tour, approuver le projet de budget, en seconde lecture, avant sa promulgation par le chef de l'Etat Pierre Nkurunziza.

Le budget 2009 de l'Etat burundais se caractérise par un déficit de près de 115 millions de dollars US qui sera comblé par l'introduction de nouvelles taxes à la consommation sur les boissons alcoolisées, le sucre ou encore le carburant, a indiqué, mardi le porte-parole du ministère de l'Economie, des Finances et de la Coopération au développement, Donatien Bwabo. La remise totale de la dette extérieure du Burundi, estimée à plus de 1,2 milliard de dollars US, pourrait, par ailleurs, intervenir dès le début de l'année prochaine et contribuera aussi à combler le déficit budgétaire, a tenu encore à rassurer M. Bwabo. Du côté de la Cour des comptes, dont l'une des missions est de transmettre à l'Assemblée nationale, préalablement au vote, ses commentaires à propos de tous les budgets soumis à son suffrage, les réserves restent de mise. Le président de cette Cour, Fulgence Bakana, a encore qualifié, mardi, le projet de budget 2009 d'"irréaliste", en se basant sur le fait que son financement proviendra, pour plus de 50%, de promesses faites par les bailleurs de fonds extérieurs. "Quand vous budgétisez des promesses, sachez qu'il y en a qui ne seront pas tenues, surtout en cette période de récession de l'économie mondiale", a-t-il souligné en substance. Les membres de la Société civile ont eu également leur mot à dire, comme dans le cas du président de l'Observatoire de lutte contre la corruption, les malversations économiques et financières (OLUCOME), Gabriel Ruyiri, qui n'a pas hésité à qualifier le budget 2009 de l'Etat burundais de "fantaisiste". Le budget en question ne refléterait pas la réalité du pays à la part du lion que se seraient taillées les grandes institutions de la République, a trouvé à redire le président de l'OLUCOME. "C'est faux", a rétorqué le porte-parole du ministère des Finances, en arguant que le budget controversé est bel et bien "réaliste et crédible" pour avoir tenu compte de l'impératif de s'attaquer résolument à la pauvreté et de relancer le développement socio-économique national.